

*L'ajournement*

Toutefois, l'incertitude à propos de l'importance de ce déficit a donné lieu, à mon avis, à une sérieuse dévaluation de notre devise. Ce déclin a été rectifié en partie par la pratique traditionnelle du gouvernement qui consiste à maintenir la valeur du dollar en augmentant les taux d'intérêt au Canada, par le biais de la Banque du Canada. L'augmentation des taux d'intérêt a déclenché une réaction négative au programme gouvernemental dit de lutte contre l'inflation, l'ennemi juré. Par ailleurs, la cherté de l'argent a acculé un plus grand nombre d'entreprises à la faillite et a amplifié le chômage au Canada. A l'heure actuelle, le Canada compte au moins un million et demi de travailleurs qui se retrouvent sans travail à cause des mesures téméraires du gouvernement.

Devant la dévaluation de notre devise et de ses effets, dont j'ai déjà parlé, il serait opportun que le gouvernement publie de nouvelles données financières faisant état en des chiffres précis de l'importance du déficit auquel nous devrions nous attendre pour l'année en cours.

Devant cette question importante, le gouvernement n'a pas eu d'autre réaction que d'accuser le gouvernement des États-Unis de notre situation économique. J'aimerais ouvrir une parenthèse pour demander si la situation financière de notre pays doit réellement être déterminée par un gouvernement étranger? Pourquoi avons-nous besoin d'un ministre des Finances? Pourquoi avons-nous besoin d'un ministère des Finances et pourquoi avons-nous besoin d'un ministre d'État aux Finances, si tout ce qu'ils peuvent faire consiste à se présenter à la Chambre et à expliquer aux Canadiens que nous devons attendre qu'un pays étranger prenne certaines mesures pour améliorer notre situation économique?

Si j'avais encore des doutes quant à l'utilité du ministre d'État aux Finances, ils se sont rapidement dissipés lorsque je l'ai entendu répondre à ma seconde question. Je lui ai demandé si, compte tenu de notre situation économique actuelle, il ne conviendrait pas de renvoyer la question du montant excessif des dépenses gouvernementales pour l'aide à l'étranger au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, puisque notre programme d'aide directe à l'étranger dépasse actuellement 1,724 millions de dollars. Le ministre m'a répondu ceci:

Madame le Président, j'inviterais le député à arrêter de se regarder le nombril...

Je vous prie de croire que j'étais très sérieux en posant cette question.

● (2205)

Je ne connais pas trop bien la circonscription que représente le ministre d'État aux Finances, mais je sais qu'il y existe des entreprises qui ont fait faillite, des entreprises qui figurent dans les 39 p. 100 d'augmentation des faillites enregistrées au Canada au premier trimestre de cette année par rapport à l'an dernier, qu'il y a aussi dans sa circonscription des agriculteurs devenus insolubles et qui font partie des 70 p. 100 d'augmentation des faillites agricoles; Je sais enfin que sa circonscription compte aussi des personnes qui sont venues gonfler les rangs de notre armée de chômeurs.

Les Canadiens sont furieux et moi aussi je suis furieux de la réponse arrogante que le ministre m'a donnée à moi ainsi qu'à tous les députés. Il serait temps que le gouvernement se rende compte que le public canadien commence à en avoir assez de ce genre d'abus. Le gouvernement doit s'occuper du bien-être général en adoptant des mesures—si ce n'est pas celles-là du moins d'autres—qui viendront soulager quelque peu les personnes en difficulté.

**M. Douglas Fisher (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, la semaine dernière j'ai rendu visite à la Banque de développement des Antilles, organisme au service des petites îles formant le Commonwealth des Antilles, endroit où nous rêvons de prendre nos vacances au beau milieu de l'hiver. Dans toute cette région le Canada a largement participé à la construction d'écoles, à la réalisation de projets dans le domaine des pêches et des forêts, à l'aménagement d'aéroports ainsi qu'à une multitude d'autres projets qui contribuent au bien-être des habitants de ces îles. Nous sommes fiers de nos contributions. J'ai vu ces réalisations de mes propres yeux. J'ai vu comment ces projets ont pu améliorer le niveau de vie des personnes. J'ai aussi vu ce que le député de York-Nord (M. Gamble) ne voudra jamais admettre, c'est-à-dire comment ils ont rehaussé notre réputation à l'étranger, favorisé nos échanges et comment ils aident les résidents de ces régions à accroître leurs moyens et leurs capacités. Nous pouvons être fiers de ces réalisations. Ce sont des réalisations qui paraissent possibles à beaucoup d'entre nous qui sont capables de voir plus loin que le bout de leur nez.

Le député de York-Nord défend la thèse contraire. Il fait appel à notre mesquinerie naturelle. Il cherche à nous imposer une idée manifestant une petitesse d'esprit. Il laisse entendre que nous avons subi d'énormes difficultés économiques à cause d'un acte de générosité envers d'autres peuples. Ce qu'il a dit ici ce soir est exagéré. Il prétend que si des entreprises et des exploitations agricoles font faillite, c'est parce qu'on construit des écoles, des hangars d'aéroport et que l'on met en œuvre des projets forestiers. Le député prétend être un homme pratique. Il devrait le répéter à quelques-uns de ses électeurs qui lui riraient au nez.

Permettez-moi d'exposer un seul fait. Le gouvernement canadien a déclaré que nous porterons notre assistance officielle au développement extérieur à .5 p. 100 de notre produit national brut, ce qui n'est certes pas excessif et ne sera nullement préjudiciable à notre économie. Au lieu de cela, notre assistance se situe à un niveau humanitaire universellement reconnu qui favorise également nos entreprises, notre indépendance et nos relations commerciales dans le monde entier. Nous en profitons autant que ceux qui en bénéficient.

Enfin, je signale à la Chambre que j'ai entendu parler à la Banque de développement des Antilles de gestion satisfaisante, d'évaluation raisonnable des projets, d'achats accrus au Canada, d'une administration améliorée des prêts et d'une révision constante de la gestion et ce sont tous des objectifs auxquels je souscris.